ENTRETIEN **Mgr Emmanuel Lafont,** *évêque de Cayenne (Guyane française)*

« En Guyane, il y a un gigantesque défi missionnaire à relever ! »

Selon Mgr Emmanuel Lafont, la société guyanaise va devoir faire face d'ici à 2030 à divers défis démographiques, économiques et culturels

D.R.

Mgr Emmanuel Lafont.

Depuis votre ordination épiscopale à Cayenne, en août 2004, quelle est la situation de votre diocèse ?

Mgr Emmanuel Lafont : Avec 240 000 habitants pour une surface comparable à celle du Portugal, la Guyane dispose de 23 paroisses : il faudrait en construire le double ! Quant aux prêtres, j'en ai 35 aujourd'hui : il en faudrait au moins 80 ! Il y a donc un gigantesque défi missionnaire à relever, afin de rester une Église de proximité, au risque, sinon, de laisser le champ libre à d'autres. J'ai lancé un synode en 2008 : après une première assemblée en février 2010 sur la vie fraternelle dans l'Église, une seconde session début mars réunira quelque 170 adultes et 50 jeunes pour parler de vocations. Je suis persuadé que le Seigneur appelle et que des jeunes entendent ces appels : à nous de les soutenir dans leur désir !

Quelles évolutions constatez-vous dans la société guyanaise ?

Le principal défi est démographique. Avec des taux très élevés de natalité (plus de 31) et plus de 80 000 étrangers, la population devrait passer de 240 000 habitants à 540 000 d'ici à 2030. On imagine ce que cela suppose, pour faire face, en termes de logements, d'emplois, d'éducation… L'an dernier, trois lycées ont été construits. L'enseignement catholique vient d'ouvrir 4 classes dans un nouveau collège à Matoury et 4 classes de primaire à Saint-Laurent-du-Maroni. La société guyanaise a envie d'avancer, même si elle a une vision un peu embrouillée de son avenir. Lors des deux référendums sur l'autonomie, les 10 et 24 janvier 2010, les Guyanais se sont prononcés contre *« la transformation de la Guyane en une collectivité d'outre-mer »* et pour *« un régime d'assemblée unique »* qui cumulera les fonctions régionales (lycées, transports…) et départementales (collèges, allocations…) et qui devrait être entériné cette année. La République veut aller vite, ce qui n'est pas forcément bon car ces changements institutionnels risquent de se faire au-dessus des gens et non avec eux. L'explosion démographique pose aussi des problèmes économiques, avec, déjà, 50 % des 18-25 ans au chômage… La Guyane n'exporte pas grand-chose, si ce n'est du bois, du poisson, des fruits… si bien que 90 % des conteneurs qui arrivent pleins en Guyane en repartent vides.

L'extraction aurifère représente pourtant plus de 50 millions d'euros d'exportation…

Mais 86 % des orpailleurs sont clandestins, avec toutes les violences qui en découlent. On ne peut se rendre sur ces sites d'orpaillage illégaux qu'en hélicoptère, avec la police. Je me suis rendu à Saint-Élie : ce petit village, à 90 km de Kourou, et peuplé à 95 % d'orpailleurs illégaux venus du Brésil, a été investi par la gendarmerie en 2009… La police aux frontières ne peut pas surveiller 1 200 km de frontières avec le Brésil et le Surinam, sans compter 400 km de littoral… En 2010, 9 000 étrangers ont été reconduits à la frontière – ce qui correspondrait, proportionnellement à la population de l'Hexagone, à 2,3 millions de personnes ! Et 1 500 personnes ont demandé l'asile politique : elles reçoivent 300 € par mois mais, n'ayant pas le droit de travailler, elles n'arrivent pas à se loger et à se nourrir, et viennent grossir les flots d'habitués du Secours catholique. Je suis fortement sollicité dans ce domaine de l'aide sociale, notamment pour régler l'état civil d'Amérindiens qui n'ont jamais été déclarés, ou pour intervenir en faveur d'enfants abusés… Bref, en Guyane, je retrouve en partie ce que j'avais connu à Soweto : un pays jeune où tout est à faire ; une société multiculturelle avec des messes en quatre langues (français et portugais, hmong et bushiningué, sur le fleuve Maroni) ; une multitude de communautés évangéliques… Et une pauvreté extrême.

RECUEILLI PAR
CLAIRE LESEGRETAIN